

2005-06-03

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

---

### Projections économiques pour la Belgique - printemps 2005

(Article publié dans la Revue économique du 2<sup>e</sup> trimestre 2005)

[www.nbb.be](http://www.nbb.be)

Parallèlement à la publication dans le bulletin de la BCE de nouvelles projections pour la zone euro, cet article présente les résultats pour l'économie belge. Ceux-ci ont été établis par la Banque nationale de Belgique dans le cadre de l'exercice semestriel de prévisions de l'Eurosystème; ils portent sur les années 2005 et 2006. Des prévisions pour 2005 avaient précédemment été publiées dans la Revue économique du 4<sup>e</sup> trimestre 2004. Depuis lors, le renchérissement du pétrole s'est poursuivi et, selon les cotations sur les marchés à terme, le prix du baril de *brent* devrait rester proche de 50 dollars pendant les deux prochaines années. La demande étrangère, en particulier celle provenant des partenaires de la zone euro, s'est également avérée moins porteuse que prévu. En Belgique, après cinq trimestres soutenus, la croissance du PIB a fortement ralenti à la fin de 2004, et elle aurait été nulle au premier trimestre de 2005. La situation de départ des projections s'est donc dégradée par rapport à celle qui prévalait il y a quelques mois, et le contexte économique général de la Belgique, et plus généralement de la zone euro, est incertain. Les projections ont été arrêtées sur la base des informations disponibles au 20 mai 2005.

Les projections de l'Eurosystème sont établies en tenant compte d'un léger ralentissement de l'économie mondiale, après la croissance record observée en 2004, et d'échanges commerciaux hors de la zone euro toujours dynamiques, tandis que les cours de change sont maintenus constants au niveau de la mi-mai, à savoir 1,29 dollar par euro. Dans ce contexte, après un ralentissement temporaire à la fin de 2004, la croissance du PIB dans la zone euro devrait se renforcer graduellement en 2005 et 2006. Toujours soutenue par les exportations, elle devrait être aussi progressivement plus largement portée par la demande intérieure. D'autre part, l'inflation serait influencée à court terme par le niveau élevé des prix pétroliers, mais les pressions d'origine intérieure resteraient limitées. L'inflation se ralentirait dans le courant de 2005 et en 2006.

En Belgique, la stagnation du PIB au premier trimestre de 2005, telle qu'elle apparaît dans les données publiées par l'ICN, résulte principalement d'une diminution importante de l'activité dans la construction, pour des raisons temporaires liées aux conditions météorologiques, et d'un recul dans l'industrie manufacturière. Dans ce secteur, un redressement graduel devrait s'opérer dans le courant de l'année, à mesure que, conformément aux hypothèses des projections, les marchés à l'exportation se renforceraient de nouveau, tandis que les cours de change demeureraient stables et que le pétrole ne renchérirait plus. Au total, la croissance reviendrait de 2,7 p.c. en 2004 à 1,4 p.c. en 2005. S'appuyant en outre sur une progression de la consommation et de l'investissement, le PIB augmenterait de 2,4 p.c. en 2006.

Encore soutenu au début de l'année, dans la foulée du dynamisme de l'activité pendant la plus grande partie de 2004, le rythme des créations d'emplois se ralentirait temporairement dans le courant de 2005, en particulier dans les branches les plus sensibles à la conjoncture. Au total, la hausse prévue de l'emploi intérieur s'élève respectivement à 0,8 et 0,7 p.c. pour 2005 et 2006, soit une création nette totale de quelque 62.000 postes de travail au terme de ces deux années. Compte tenu toutefois de la progression de la population active, le taux de chômage harmonisé devrait légèrement progresser, à 7,9 p.c. en moyenne en 2005 et 8 p.c. en 2006, contre 7,8 p.c. en 2004.

Alors qu'elle avait été relativement robuste les deux années précédentes, progressant de plus de 2 p.c. par an en termes réels, la consommation des ménages n'a pratiquement plus augmenté au quatrième trimestre de 2004 et elle serait restée faible au début de 2005, en raison de l'incertitude accrue des consommateurs quant à la situation économique générale et de l'effet de la hausse des prix pétroliers sur le pouvoir d'achat. Pour l'ensemble de l'année, le taux de croissance de la consommation privée s'établirait à 1 p.c., avant de reprendre et d'atteindre 1,9 p.c. en 2006. L'évolution de la consommation resterait inférieure à celle du revenu disponible au cours de ces deux années, en particulier en 2006 où celui-ci bénéficierait de manière significative de la réforme fiscale. Ainsi, après une baisse de 2,5 points les deux années précédentes, le taux d'épargne des particuliers passerait de 14,1 p.c. en 2004 à 15 p.c. en 2005 et 15,7 p.c. en 2006. Une reprise prudente des investissements des entreprises s'est dessinée en 2004. Elle devrait se consolider en

2005 et 2006, dans un contexte où l'excédent d'exploitation des sociétés se maintiendrait à un niveau élevé, et où les conditions externes de financement demeureraient favorables. Abstraction faite des achats de bâtiments publics, les entreprises augmenteraient leur formation brute de capital fixe de 5,4 p.c. en 2005 et de 3,4 p.c. en 2006. Compte tenu de ces achats, les taux s'afficheraient à 5,2 p.c. et 2,1 p.c. respectivement. Après avoir été très dynamique pendant la majeure partie de 2004, la demande extérieure adressée à la Belgique devrait, selon les hypothèses de l'Eurosystème, se ralentir temporairement en 2005, en raison principalement d'un affaiblissement dans la zone euro. La progression réelle des exportations passerait dès lors de 5,4 p.c. en 2004 à 3,6 p.c. en 2005. Elle atteindrait de nouveau 5,6 p.c. en 2006.

Au cours du premier trimestre de 2005, l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), s'est considérablement accélérée: elle a atteint 2,8 p.c. en mars, contre 1,9 p.c. en moyenne en 2004. Une décélération à 2,2 p.c. est toutefois intervenue en avril et le ralentissement devrait se poursuivre pour le reste de l'année et en 2006. Au total, l'inflation atteindrait en moyenne 2,2 p.c. en 2005 et 1,9 p.c. en 2006. L'accélération de l'inflation en 2005 est attribuable principalement à des facteurs de nature temporaire, dont les fortes hausses des prix des produits pétroliers. Abstraction faite des variations de prix de nature principalement administrative ou volatile, la tendance sous-jacente de l'inflation devrait atteindre en moyenne 1,3 p.c. en 2005 et 1,6 p.c. en 2006, contre 1,5 p.c. en 2004. Les pressions inflationnistes demeureraient modérées, tant celles dues aux importations, en raison de l'intégration progressive dans les prix à la consommation des effets à la baisse qui résultent de l'appréciation récente de l'euro, que celles dues aux coûts intérieurs, compte tenu de l'augmentation relativement modérée retenue pour les coûts salariaux horaires.

En l'absence d'informations complètes sur les négociations menées dans les différentes commissions paritaires sectorielles pour la période 2005-2006, les projections ont été établies en tenant compte d'une progression cumulée de 4,5 p.c. des coûts salariaux horaires dans le secteur privé pour 2005 et 2006. Cette hypothèse technique correspond à la norme indicative du projet d'accord interprofessionnel de janvier 2005, endossé par le gouvernement. Alors que les coûts salariaux par unité produite étaient restés presque stables en 2004, leur accroissement atteindrait 1,7 p.c. en 2005, du fait du ralentissement de l'activité et de celui assez marqué de la productivité qui l'accompagne. Il reviendrait à 0,5 p.c. en 2006.

Conformément à la méthodologie du SEBC, les projections en matière de finances publiques ne tiennent compte que des mesures annoncées et suffisamment précisées dans le cadre des budgets pour 2005. En revanche, elles n'anticipent pas des mesures supplémentaires qui pourraient être encore prises. Le solde budgétaire passerait d'un équilibre en 2004 à un déficit de 0,5 p.c. du PIB en 2005 et de 1,4 p.c. en 2006 selon la définition du SEC 95. Cette dégradation du solde budgétaire résulte d'abord d'une conjoncture peu favorable, principalement en 2005. En outre, l'incidence des facteurs non récurrents s'estompera en 2005 et, sur la base des décisions déjà arrêtées, disparaîtra en 2006. Ces facteurs avaient encore soutenu le solde budgétaire des pouvoirs publics à hauteur de 0,8 p.c. du PIB en 2004. Enfin, les projections indiquent un nouvel assouplissement budgétaire en 2006, lié essentiellement aux mesures destinées à alléger la pression fiscale et parafiscale sur le travail. En revanche, les charges d'intérêts des administrations publiques poursuivraient encore leur recul en 2005 et 2006.

La différence par rapport à l'équilibre budgétaire pour 2005 annoncé par le gouvernement à l'issue du contrôle budgétaire est imputable principalement à un environnement macroéconomique moins favorable dans le cadre des projections de la Banque.

La dette brute consolidée de l'ensemble des pouvoirs publics devrait quant à elle passer de 100 p.c. du PIB en 2003 à 93,8 p.c. en 2006. La réduction de la dette, entamée en 1994, serait temporairement interrompue en 2005, en raison de la reprise, à concurrence de 7,4 milliards d'euros, de la dette de la SNCB par le Fonds de l'infrastructure ferroviaire, celui-ci ressortissant au secteur public.

### Projections pour l'économie belge : principaux résultats

(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

	2002	2003	2004	2005 e	2006 e
<b>CROISSANCE</b> (données corrigées des effets de calendrier)					
PIB aux prix de 2000	0,9	1,3	2,7	1,4	2,4
Contributions à la croissance :					
Dépenses intérieures, hors variation des stocks	-0,1	1,6	1,9	1,8	2,1
Exportations nettes de biens et services	0,3	-0,3	-0,2	-0,7	0,8
Variation des stocks	0,7	-0,1	1,0	0,4	-0,5
<b>PRIX ET COÛTS</b>					
Indice harmonisé des prix à la consommation	1,6	1,5	1,9	2,2	1,9
Indice santé	1,8	1,5	1,6	2,1	1,8
Déflateur du PIB	1,8	2,0	2,3	2,0	1,7
Termes de l'échange	1,0	-0,1	-0,9	-0,5	-0,1
Coûts salariaux par unité produite dans le secteur privé	1,9	0,8	0,1	1,7	0,5
Coûts salariaux horaires dans le secteur privé	4,2	2,7	2,5	2,2 <sup>1</sup>	2,3 <sup>1</sup>
Productivité horaire dans le secteur privé	2,3	1,9	2,4	0,5	1,8
<b>MARCHÉ DU TRAVAIL</b> (données corrigées des effets de calendrier)					
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne en milliers d'unités)	-12,4	2,3	28,2	34,3	27,6
Taux de chômage harmonisé (p.c. de la population active)	7,4	7,9	7,8	7,9	8,0
<b>REVENUS</b>					
Revenu disponible réel des particuliers	0,1	1,1	0,5	1,8	2,6
Taux d'épargne des particuliers (p.c. du revenu disponible)	16,6	15,5	14,1	15,0	15,7
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>					
Solde primaire (p.c. du PIB)	6,1	5,7	4,9	4,1	2,9
Solde de financement des administrations publiques (p.c. du PIB)	0,1	0,3	0,0	-0,5	-1,4
Dette publique (p.c. du PIB)	105,4	100,0	95,5	95,9	93,8
<b>COMPTE COURANT</b> (p.c. du PIB selon balance des paiements)					
	5,7	4,5	3,4	2,0	2,8

Sources: CE, ICN, INS, BNB.

<sup>1</sup> Hypothèse fondée sur la norme indicative de 4,5 p.c. pour la période 2005-2006 du projet d'accord interprofessionnel de janvier 2005, endossé par le gouvernement.